

Questions orales

M. McKinnon: Si le gouvernement continue à remettre cette décision à plus tard, il pourra envoyer directement le modèle choisi au musée de l'aviation à Rockcliffe. Le ministre peut-il nous donner une date définitive, comme à son habitude, pour l'annonce de cette décision?

M. Richardson: Monsieur l'Orateur, je ne pense pas avoir jamais donné de date définitive. Nous prendrons une décision sous peu.

* * *

L'AGRICULTURE**LA SURTAXE SUR LES CERISES RÉCLAMÉE PAR LES FRUCTICULTEURS DE LA C.-B.—LES INTENTIONS DU GOUVERNEMENT**

M. Howard Johnston (Okanagan-Kootenay): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de l'Agriculture. Quelle réponse le ministre a-t-il donné aux producteurs de cerises de Colombie-Britannique qui réclament l'application immédiate d'une surtaxe sur les cerises vendues à prix d'urgence?

L'hon. E. F. Whelan (ministre de l'Agriculture): Monsieur l'Orateur, j'ai reçu ce matin un télégramme de l'association des fructiculteurs de Colombie-Britannique demandant l'imposition d'une surtaxe sur les cerises importées. Nous avons suivi les événements depuis que le ministre provincial nous a fait une demande semblable il y a deux ou trois jours. La saison étant pratiquement terminée, dans le Washington ou du moins elle le sera à la fin de la semaine, nos agents nous ont dit que les cerises étant mûres, les producteurs sont dans l'impossibilité de les expédier, ils ne jugent donc pas la surtaxe utile pour le moment. Nous continuerons à surveiller la situation de très près.

M. Johnston: Le ministère de l'Agriculture est-il en voie de mettre au point une formule qui s'appliquerait automatiquement en pareil cas et éviterait les retards qui font tellement de tort aux producteurs locaux?

M. Whelan: Monsieur l'Orateur, il y a toujours un droit de douane équivalant à 10 p. 100 de la valeur. Il y a une différence de 3 p. 100 dans le taux de change. Les importateurs doivent donc payer cela en plus pour le produit américain. Les pertes ne sont pas si terribles qu'on s'y attendait. Les discussions se poursuivent malgré tout à l'égard du mécanisme automatique dont nous avons tellement besoin.

* * *

L'ÉNERGIE**LA RADIOACTIVITÉ ET LA TOXICITÉ DES DÉCHETS DE L'ELDORADO NUCLÉAIRE À PORT HOPE—LES RÉSULTATS DE L'ENQUÊTE**

M. Allan Lawrence (Northumberland-Durham): Monsieur l'Orateur, je veux poser une question au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources. Je lui en ai donné préavis. Le ministre n'a pas tardé à demander à la Commission de contrôle de l'énergie atomique d'enquêter sur de graves allégations concernant les coefficients de radioactivité et de toxicité des déchets de l'Eldorado Nucléaire, société de la Couronne située à Port Hope. Le ministre peut-il nous dire s'il a reçu le rapport, ce qu'il contient, et ce qu'il en fera?

[M. Richardson.]

L'hon. Donald S. Macdonald (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Monsieur l'Orateur, je remercie le député de m'avoir prévenu de sa question. Comme je l'ai indiqué, j'ai fait mener une enquête par la Commission de contrôle de l'énergie atomique qui a eu l'occasion d'inspecter les lieux dans le comité de Durham. Dans son rapport, la Commission recommande une meilleure sécurité matérielle de lieux et de meilleures méthodes de contrôle, pour prévenir à la fois les dangers que représentent la radioactivité et les autres menaces à l'environnement. Vendredi prochain, des représentants de la Commission iront rencontrer les fonctionnaires du ministère de l'Environnement de l'Ontario et de la société Eldorado Nucléaire, afin de discuter des conclusions du rapport. J'espère alors pouvoir être en mesure de donner au député et à la Chambre plus de détail sur ces conclusions.

M. Lawrence: Puisque le problème de la radioactivité et de la toxicité des déchets nucléaires est permanent, le ministre voudrait-il publier le rapport ou en saisir la Chambre?

M. Macdonald (Rosedale): Monsieur l'Orateur, je ne manquerai pas d'en saisir le député.

Des voix: Bravo!

M. Macdonald (Rosedale): Après que les deux gouvernements auront étudié la question vendredi, je pense qu'il sera peut-être utile qu'un rapport conjoint soit rendu public.

* * *

[Français]

L'AGRICULTURE**L'INDUSTRIE LAITIÈRE—LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT RELATIVE À L'IMPORTATION ET L'EXPORTATION DU BEURRE ET DU FROMAGE**

M. Léonel Beaudoin (Richmond): Monsieur le président, je désire poser une question à l'honorable ministre de l'Agriculture.

J'aimerais que l'honorable ministre dise si son ministère ou lui-même sont assujettis aux politiques à long terme décrétées par le ministère de l'Industrie et du Commerce en ce qui a trait à l'importation ou à l'exportation de beurre et de fromage?

[Traduction]

L'hon. E. F. Whelan (ministre de l'Agriculture): Monsieur l'Orateur, si j'ai bien entendu la question du député, il demande si nous sommes d'accord avec le programme. Pour le moment, nous le sommes.

* * *

LA SANTÉ**LES ALLÉGATIONS RELATIVES À L'ENVOI DE FEMMES ENCEINTES AUX É.-U. POUR Y FAIRE ADOPTER LES NOUVEAU-NÉS**

M. Perrin Beatty (Wellington-Grey-Dufferin-Waterloo): Monsieur l'Orateur, j'ai une question qui devrait, je crois, être adressée au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social. Le ministre a-t-il fait enquête sur l'allégation rapportée dans la *Gazette* de Montréal ce matin selon laquelle deux organismes de consultation en matière d'avortement, de la région de Montréal, conseillent aux